

Observations du groupe Altice France sur le projet de décision de l'ARCEP relatif à l'analyse du marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre (marché 18)

Consultation publique du 29 octobre au 17 décembre 2021

En vertu de l'article L. 38-1-1 du CPCE issu de l'ordonnance n° 2021-650 du 26 mai 2021, l'ARCEP « *peut accepter des engagements souscrits auprès d'elle par les opérateurs réputés exercer une influence significative sur un ou plusieurs marchés pertinents en application de l'article L. 37-1 relatifs au co-investissement ou aux conditions d'accès à leurs réseaux lorsqu'elle établit que ces engagements sont de nature à contribuer à la réalisation des objectifs à l'article L. 32-1 et notamment au développement d'une concurrence effective dans le secteur des communications électroniques. (...)* », et peut décider de rendre contraignant tout ou partie de ces engagements, pour une période donnée qui ne peut dépasser la durée proposée par l'opérateur.

En application du II de ce même article, l'ARCEP « *(...) soumet les engagements proposés à consultation publique dans les conditions prévues au V de l'article L. 32-1, sauf lorsque ces engagements ne sont manifestement pas de nature à contribuer à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 32-1 et notamment au développement d'une concurrence effective dans le secteur des communications électroniques* ».

En application du IV de ce même article, l'ARCEP « *évalue les conséquences de cette décision sur l'évolution du marché et le caractère approprié de toute obligation qu'elle impose au titre des articles L. 38 et L. 38-2 ou qu'elle aurait, en l'absence de ces engagements, envisagé d'imposer* ».

Enfin, l'article D 316 du CPCE prévoit notamment que « *Le cas échéant, l'opérateur peut réviser son offre initiale pour tenir compte des conclusions préliminaires de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse et en vue de satisfaire aux critères énoncés à l'article L. 38-1-1 et aux articles L 38, L. 38-2-1 et L. 38-2-2, selon le cas.* »

Dans ce cadre, le 2 avril 2021, TDF a transmis à l'Autorité une proposition d'engagements qui entreraient « en vigueur à compter de l'adoption par l'Arcep d'une décision les rendant contraignants » et seraient « valables pour une durée de 5 ans ». Cette proposition d'engagements a été annexée au « Bilan et perspectives » de l'Autorité mis en consultation publique du 3 mai au 3 juin 2021. L'Arcep a fait part à TDF le 11 octobre 2021 des contributions à cette consultation publique et des conclusions préliminaires de son analyse au regard notamment des retours des différents acteurs et lui a demandé si elle souhaitait transmettre une nouvelle proposition d'engagements. TDF a ainsi transmis à l'Arcep une nouvelle proposition d'engagements le 19 octobre 2021.

C'est sur cette nouvelle proposition d'engagements de TDF que SFR souhaite apporter ses observations.

1. Sur l'offre d'hébergement des systèmes antennaires de TDF

En premier lieu, le groupe Altice France regrette que l'ARCEP ait levé l'obligation imposée à TDF de proposer sur l'ensemble de ses sites une offre d'hébergement antenneur depuis la décision n° 2015-1583 de l'ARCEP dans le cadre du quatrième cycle d'analyse de marché.

Comme a déjà pu le rappeler à de nombreuses reprises le groupe Altice France, cette offre garantissait une concurrence partielle par les infrastructures grâce à laquelle le diffuseur alternatif pouvait installer ses équipements de base à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments de TDF ainsi que son propre système antenneur sur le pylône de TDF.

Ce mode de concurrence permettait au diffuseur alternatif de réduire de façon substantielle sa dépendance économique vis-à-vis de TDF dans la mesure où il pouvait avoir une meilleure maîtrise de ses coûts d'amortissement, de se développer commercialement et de proposer *in fine* aux multiplex des offres concurrentielles. En effet, la prestation d'hébergement antenneur permettait à tout diffuseur alternatif de concurrencer le diffuseur historique rapidement et sur un volume de sites conséquents puisqu'il n'est pas toujours possible, pour un certain nombre de raisons, de répliquer totalement un site de TDF (contraintes de temps, contraintes économiques, manque de foncier disponible, nombreuses barrières à l'entrée). Ainsi, l'installation d'antennes alternatives représentait une solution rapide et efficace pour concurrencer TDF.

Par conséquent, la suppression par l'ARCEP de l'obligation de proposer une offre d'hébergement antenneur sur les pylônes de TDF depuis le quatrième cycle d'analyse a clairement constitué un frein supplémentaire au développement de la concurrence par les infrastructures et conforté TDF dans sa position dominante notamment sur certains points hauts qui ne sont pas répliquables (par exemple : la Tour Eiffel, le Pic de l'Ours, l'Aiguille du Midi).

A cet effet, **le groupe Altice France estime que l'ARCEP doit considérer la prestation d'hébergement d'antennes d'émission spécifique TNT sur les pylônes de TDF comme indispensable pour maintenir plus que jamais un univers concurrentiel sur le marché de la diffusion afin que les éditeurs de services audiovisuels puissent continuer d'optimiser au mieux leurs coûts de fonctionnement opérationnel.** Le groupe Altice demande donc à l'ARCEP de réintégrer dans sa décision l'obligation pour TDF de proposer une offre d'hébergement antenneur.

2. Sur le quota annuel de résiliation sans indemnisation des contrats

En deuxième lieu, le groupe Altice France constate que, tel que prévu par les engagements de TDF, le mécanisme de résiliation sans indemnité des contrats conclus avec TDF est basé sur un quota annuel de résiliation limité à 10 % du « chiffre d'affaires qualifiant », soit le chiffre d'affaires de l'année civile n-1 au titre des contrats DiffHF et Hébergement (hors Hébergement Antenneur et offres sur mesure) sur le périmètre des sites répliquables.

Ce mécanisme est destiné à favoriser la concurrence mais le quota est trop faible pour permettre à un diffuseur alternatif de s'engager pleinement dans une politique de répliquabilité active et ainsi faire en sorte que le mécanisme envisagé produise l'effet espéré. La construction de points d'émission concurrents à ceux de TDF est complexe et sujette à de nombreux aléas. Le calendrier de mise en œuvre de ces infrastructures peut donc glisser. A défaut de possibilité de résiliation, le diffuseur alternatif sera parfois contraint de continuer à payer TDF pour son contrat d'hébergement en cours alors que son point alternatif est désormais opérationnel. Une telle situation ne sera pas économiquement viable. Avec un plafond de quota annuel plus élevé, par exemple 30 %, le diffuseur

alternatif bénéficierait d'une plus grande marge de manœuvre pour poursuivre une politique de répliquabilité des pylônes de TDF beaucoup plus ambitieuse, ce qui *in fine* offrirait une plus grande concurrence aux multiplex en termes d'offres et de tarifs. Dans le cas contraire, cela impacte directement la possibilité pour les éditeurs d'avoir accès à une offre concurrentielle agressive.

3. Sur les tarifs pratiqués par TDF

En troisième lieu, le groupe Altice France prend acte des engagements proposés par TDF mais souhaite à nouveau souligner l'importance du rôle que l'ARCEP doit jouer lors de l'examen des propositions d'engagements de TDF.

En effet, l'Autorité doit analyser de manière attentive, objective et impartiale les hausses de tarifs sollicitées par TDF, Altice France étant tributaire du niveau fixé par l'ARCEP sur la base des seules propositions de TDF.

Le groupe Altice France constate avec stupéfaction, dans le cadre d'appels d'offres TNT, une hausse des tarifs sur les sites non-répliquables (entre 9 % et 10 % de hausse sur la dernière Offre de référence) plus importante que celle appliquée sur les sites répliquables (entre 5 % et 10 % de hausse sur la dernière ODR). En toute état de cause, un tel écart de tarifs ne devrait pas se manifester entre les différents sites de TDF. Or, le groupe Altice France relève que TDF profite de sa position dominante pour augmenter les tarifs de manière plus importante sur les sites non-répliquables

Altice France souhaite rappeler au demeurant que l'accès des sites non-répliquables relève de l'accès à une infrastructure essentielle au regard du droit de la concurrence. Il convient de rappeler que l'Autorité de la concurrence a reconnu de nombreux sites de TDF (par exemple : la Tour Eiffel, etc.) comme des sites non-répliquables.

Or, dans sa proposition d'engagement 2.5., TDF prévoit de conformer les évolutions tarifaires annuelles jusqu'en 2026 aux plafonds définis par la décision n° 2019-0555 de l'ARCEP. Un tel mécanisme correspond à une régulation sur le modèle de prix plafond. Cette approche entre dans la famille des mécanismes de régulation tarifaire dit incitatifs : autrement dit, un tarif et sa projection de décroissance sont fixés, peu importe l'évolution des coûts.

Force est donc de constater que l'approche proposée par TDF ne constitue pas une orientation vers les coûts sur les sites non-répliquables mais représente au contraire une approche inversée puisque l'obligation d'orientation vers les coûts impose de fixer le tarif en se fondant sur les coûts via la comptabilité réglementaire, ce qui n'est pas acceptable pour le groupe Altice France.

Dans ces conditions, le groupe Altice France estime que l'encadrement des évolutions tarifaires pour les sites non-répliquables de TDF telles que prévues dans la décision n° 2019-0555 de l'ARCEP n'est pas suffisant pour s'assurer que TDF ne pratique pas d'augmentations excessives de ses tarifs.

En conséquence, le groupe Altice France demande à l'ARCEP de revoir absolument l'engagement 2.5. de TDF et de lui imposer une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts pour ce qui concerne son offre d'hébergement des diffuseurs de la TNT sur les sites non-répliquables.

Par ailleurs, le groupe Altice souhaiterait également attirer l'attention de l'ARCEP sur la modernisation de la TNT qui ne saurait être un prétexte pour le diffuseur historique justifiant une hausse majeure des coûts de diffusion. En effet, le modèle économique des éditeurs de la TNT ne sera pas bouleversé par la modernisation : il restera un modèle gratuit. **Ainsi, la régulation des pratiques tarifaires par l'ARCEP sera tout particulièrement importante dans ce nouveau cycle d'analyse.**